

Direction Générale des Finances Publiques
Solidaires Finances Publiques exige un moratoire sur la
question de l'emploi

La Direction générale des Finances Publiques connaît depuis de trop nombreuses années des suppressions d'emplois : 35 000 depuis 2002. Elle subit 54 % des suppressions d'emplois des fonctionnaires de l'Etat alors qu'elle ne représente que 6 % des effectifs.

Au travers de l'ensemble de ses missions, assiette et recouvrement des impôts de l'État des collectivités locales, lutte contre la fraude fiscale et conseil aux collectivités locales, la DGFIP exerce des missions indispensables au fonctionnement de l'État et à la cohésion sociale.

Ce gouvernement et les précédents ont fait le choix de la réduction du déficit public que sous l'angle de réduction des dépenses publiques et le Ministère des Finances et des comptes publics et la DGFIP au cas particulier ont été la cible non justifiée et irresponsable de ces destructions massives d'emplois, emplois économiquement rentables et socialement utiles.

Alors que les arbitrages budgétaires 2017 ne sont pas encore terminés, les bruits qui circulent annoncent 1 512 nouvelles suppressions d'emploi pour le Ministère.

Pour Solidaires Finances Publiques, si ce nombre se confirme, dans le contexte actuel de volonté affichée de la lutte contre la fraude et mise en place du prélèvement à la source pour 2018, la Direction Générale des Finances Publiques n'aura plus les moyens de fonctionner.

Solidaires Finances Publiques attend des responsables politiques que l'inflexion soit réelle et que le devoir d'exemplarité cesse pour la DGFIP et le Ministère.

D'ores et déjà Solidaires Finances Publiques exige un moratoire sur les emplois et mettra toutes ses forces dès la rentrée pour arrêter l'hémorragie d'emplois de l'administration.